

Les échanges Est-Ouest à la veille de la chute du mur de Berlin

Guido Linares *

En 1989, les deux-tiers ¹ des échanges des pays de l'Est s'effectuaient au sein du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM), institution vouée à disparaître. Aujourd'hui, ces pays se trouvent en plein bouleversement en raison de leur passage à l'économie de marché. On ne doit cependant pas s'attendre à un redéploiement brusque au sein du commerce mondial, d'autant plus que la moyenne des échanges de l'Europe de l'Est avec les pays à économie de marché ne s'élevait qu'à 85 milliards de dollars en 1989, soit moins de 3 % des échanges mondiaux.

L'Europe de l'Est est définie ici comme l'ensemble géographique qui comprend, à la fois, l'URSS et les pays de l'Europe centrale appartenant au CAEM. Le bilan porte sur les échanges de ces deux zones avec le reste du monde, en excluant le commerce intra-zone. La priorité est accordée à la configuration des échanges avec l'Europe de l'Ouest, qui demeure leur principal partenaire commercial.

* Guido Linares est collaborateur de l'équipe CHELEM du CEPII.

1. La révision des taux de change de ces pays pourrait diminuer notablement cette part. Voir l'article de N. Kousnetzoff et I. Samson, « Échanges extérieurs et potentiel industriel de l'Allemagne orientale » dans *Economie prospective internationale*, n° 43, troisième trimestre 1990, pp.64-66.

L'Europe de l'Ouest, principal partenaire de l'Est

A la fin des années soixante-dix, les pays de l'Est décidaient de réaliser, en commun, divers projets d'infrastructure tels que gazoducs, oléoducs et autres investissements productifs. Pour les mener à bien, une large gamme de biens d'équipement faisait défaut et l'appel à l'Ouest a été nécessaire. Ce recours aux économies occidentales est à l'origine d'une intensification du commerce Est-Ouest.

Depuis, ces échanges se sont développés en priorité avec l'Europe occidentale. En 1989, si l'on exclut le commerce-intra CAEM, un peu moins des deux-tiers des exportations de l'Est s'y dirigent et presque la moitié des importations en proviennent. L'Europe de l'Ouest demeure, comme dans la période qui précédait la deuxième guerre mondiale, le principal partenaire commercial de l'URSS et de l'Europe centrale.

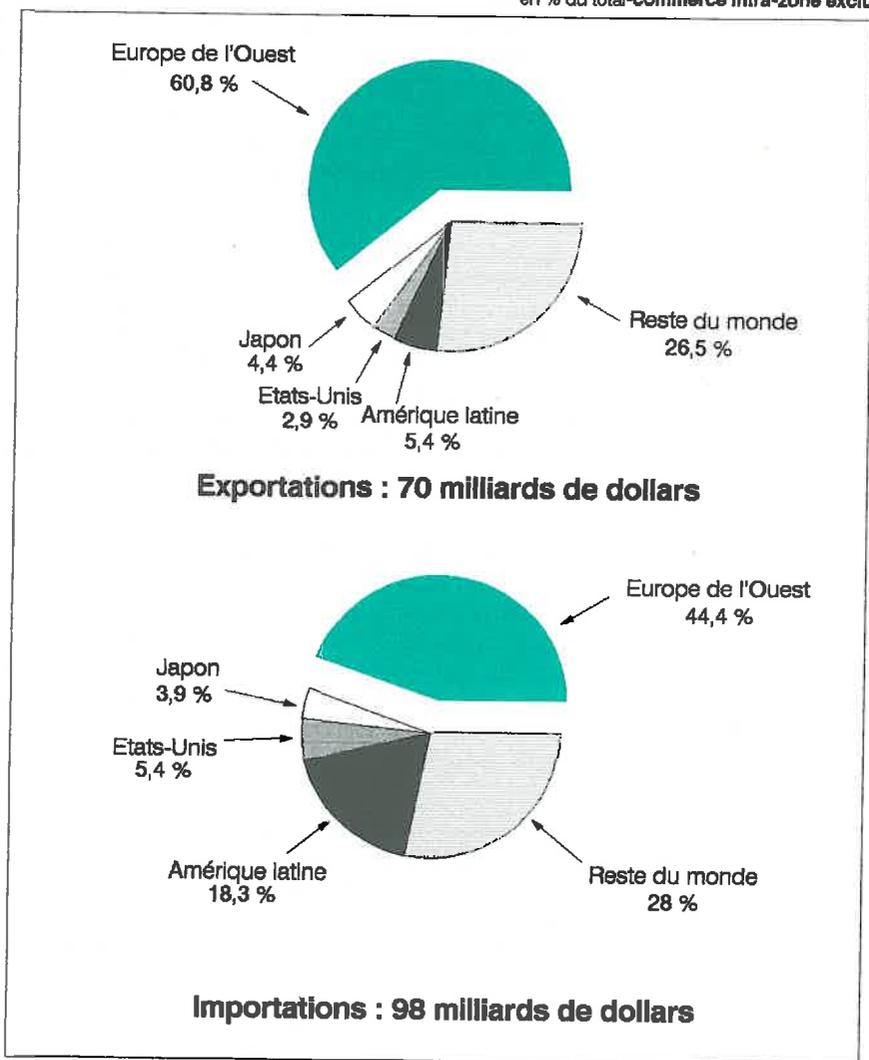
Bien que l'Amérique latine (Cuba inclus) ne représente que 5,4 % des débouchés de l'Europe de l'Est, on assiste à une progression de sa part en tant que fournisseur. Certes, depuis 1980, l'Argentine exporte intensivement des céréales vers les pays de l'Est, mais la montée de l'Amérique latine résulte avant tout d'une sur-estimation croissante du prix du sucre cubain par les autorités soviétiques². Ce produit contribue à lui seul, en 1989, à la moitié des ventes de la région latino-américaine vers les pays de l'Est.

Enfin, les échanges avec le Japon et les Etats-Unis sont très peu significatifs, vu l'importance de ces pays dans le commerce mondial. En effet, leur part combinée ne dépasse pas 10 %, ni comme débouché, ni comme fournisseur de l'Europe de l'Est. Toutefois les Etats-Unis lui exportent des céréales, et le Japon constitue un débouché plus vaste à cause de ses importations en métallurgie non ferreuse.

2. « Vingt ans de relations économiques entre l'URSS et Cuba », Carmelo Mesa-Lago et Fernando Gil, *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 335, décembre 1988, p. 59, la Documentation française.

Echanges de l'Europe de l'Est en 1989

en % du total-commerce intra-zone exclu



Source : CEPII-Base CHELEM-Commerce-International

L'Allemagne, trait d'union avec l'URSS

La nature des échanges entre l'URSS et l'Europe de l'Ouest est telle que l'Union soviétique apparaît comme une zone d'approvisionnement énergétique et l'Europe de l'Ouest comme un fournisseur de produits plus élaborés des filières mécanique, chimique et sidérurgique. Cependant, la spécialisation d'ensemble de l'Europe de l'Ouest recouvre une diversité de configurations, en particulier celle de la France, surtout spécialisée dans les céréales et celle des pays scandinaves dans le papier.

La RFA est incontestablement le premier partenaire commercial de l'Union soviétique. Elle absorbe près d'un cinquième des exportations de celle-ci et représente un peu plus du quart des livraisons ouest-européennes vers ce pays. L'intensité des liens germano-soviétiques tend d'ailleurs à se renforcer, surtout du côté des ventes allemandes puisque la RFA réalise un gain de 14 points comme fournisseur sur la période qui va de 1967 à 1989. Comme client elle affiche également une hausse, mais celle-ci n'atteint que 4 points.

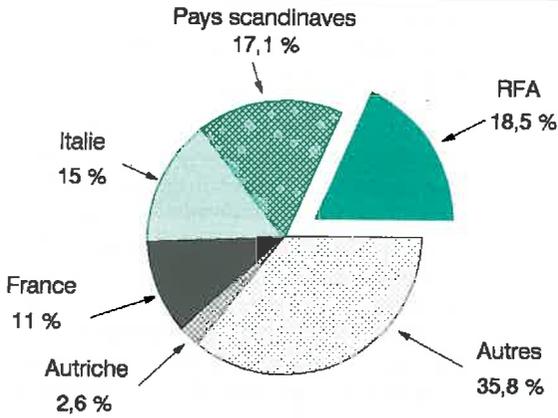
Derrière l'Allemagne fédérale se trouvent les pays scandinaves, dont la proximité géographique explique l'intensité des échanges avec l'URSS. La part de ces pays dans le commerce de l'Union soviétique se situe autour de 18 %, poids important, mais qui baisse parallèlement à la progression de la RFA. En effet, les pays scandinaves représentaient en début de période le quart des échanges de l'URSS avec l'Europe de l'Ouest.

En troisième position se situent l'Italie et la France. A la différence des deux premières zones, ces pays sont plus importants comme clients que comme fournisseurs. Ils absorbent, réunis, un quart des ventes de l'URSS à l'Europe occidentale alors qu'ils représentent moins d'un cinquième de ses achats.

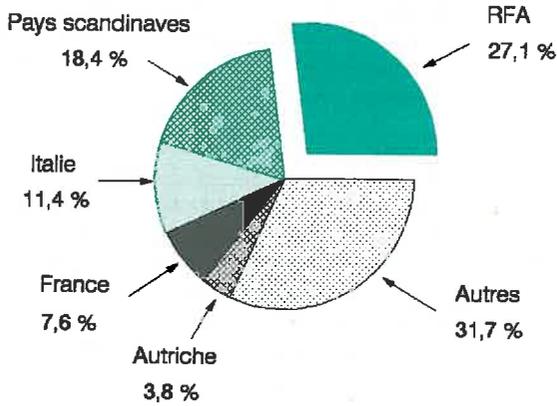
Au bas de la hiérarchie, se trouve l'Autriche : autour de 3 % des échanges de l'URSS. Parmi les autres partenaires, les plus importants sont la Yougoslavie, les Iles britanniques, la Belgique et les Pays-Bas.

Echanges de l'URRS avec l'Europe de l'Ouest en 1989

en % du total



Exportations : 22,4 milliards de dollars



Importations : 22,7 milliards de dollars

Source : CEPII-Base CHELEM-Commerce-international

... et avec l'Europe centrale

Entre l'Europe centrale et l'Europe de l'Ouest, la structure des échanges est plus diversifiée. Néanmoins l'énergie demeure le principal point fort de l'Europe centrale à cause des produits raffinés du pétrole, tandis que la mécanique, notamment les machines spécialisées, constitue l'atout de l'Europe de l'Ouest.

La RFA est de loin le partenaire privilégié de l'Europe centrale. Elle reçoit un quart des exportations de celle-ci et contribue au tiers des importations de cette zone. C'est un gain d'environ dix points, à la fois comme fournisseur et comme débouché, qui a permis à la RFA d'atteindre cette position en deux décennies. Encore ces parts sont-elles sous-évaluées car le commerce inter-allemand³ qui s'élève à environ 4 milliards de dollars dans les deux sens, n'y figure pas. Si on l'incluait, la RFA absorberait un tiers des livraisons de l'Europe centrale et assurerait près de la moitié des ventes vers cette région.

La progression allemande s'effectue principalement au détriment de l'Italie, deuxième partenaire de l'Europe centrale. Alors qu'en début de période, ce pays était un débouché aussi important que la RFA, il ne représente plus que la moitié de celle-ci en 1989, avec 12,2 % des achats ouest-européens. En tant que fournisseur, l'Italie connaît un recul de trois points et compte pour près de 9 % des achats de l'Europe centrale.

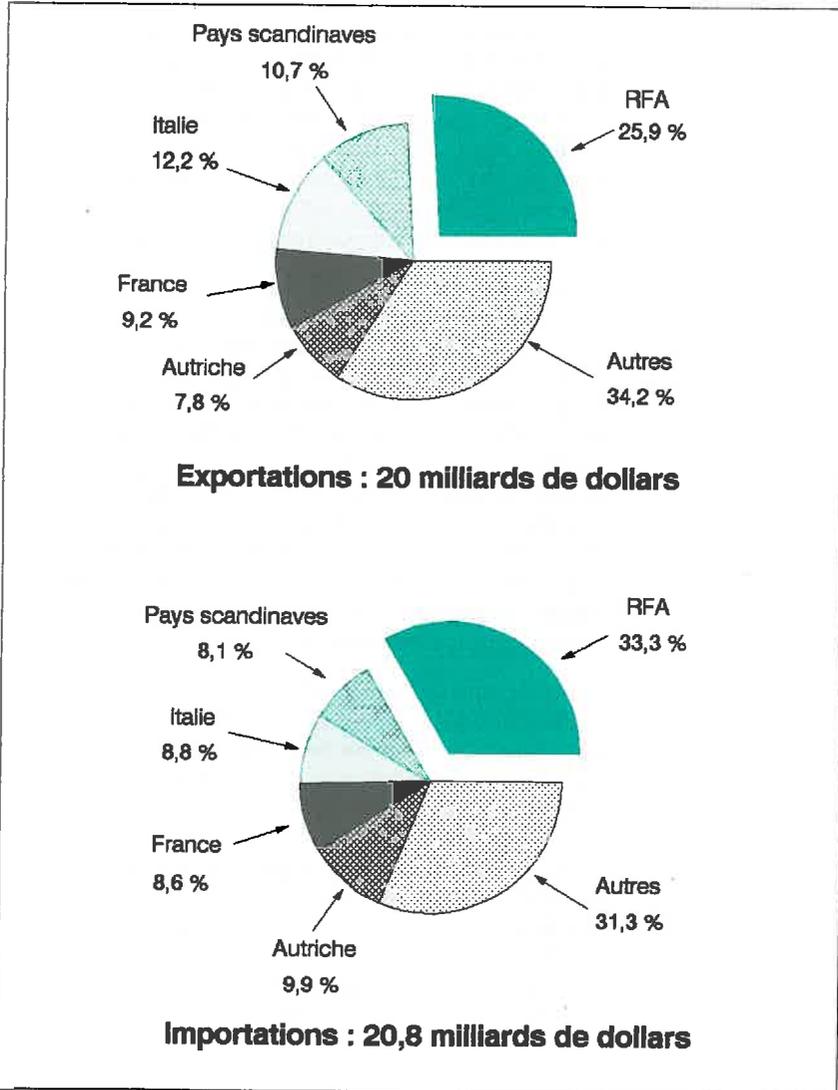
Quant aux pays scandinaves, ils subissent dans une moindre mesure (baisse de 2 points des deux côtés) le contre-coup de la percée de la RFA, et leur part dans les échanges de l'Europe centrale se situe légèrement au-dessus de 9 %. Autour de ce pourcentage se trouvent aussi la France et l'Autriche dont les parts se maintiennent stables tout au long de la période. Cependant la France enregistre un déficit comme la Scandinavie et l'Italie, tandis que l'Autriche est excédentaire, comme la RFA.

Parmi les autres pays ouest-européens, l'essentiel des échanges est dû à la Yougoslavie et le reste aux Îles britanniques, aux Pays-Bas et à la Suisse.

3. A. de Saint-Vaulry, « Les deux Allemagne », *Economie prospective internationale*, n° 43, troisième trimestre 1990.

Echanges de l'Europe centrale avec l'Europe de l'Ouest en 1989

en % du total



Source : CEPII-Base CHELEM-Commerce-international

Les soldes de l'Est se dégradent

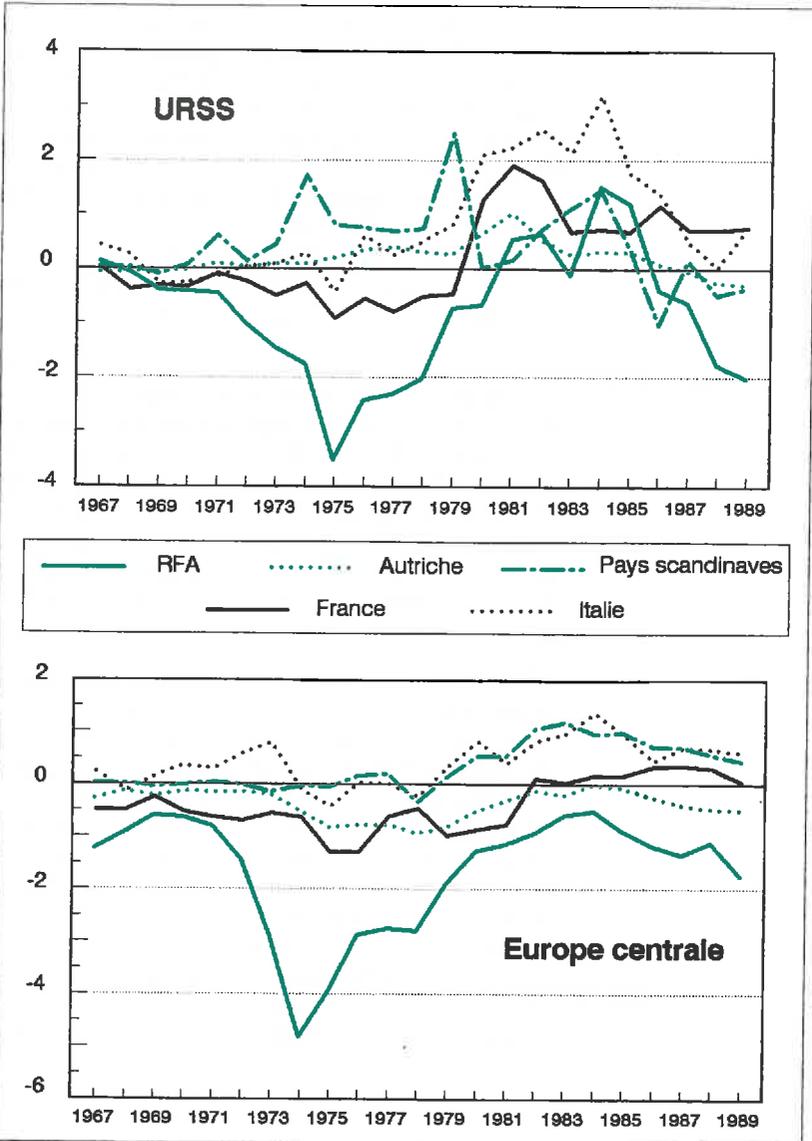
Les soldes commerciaux de l'URSS et de l'Europe centrale vis-à-vis de leurs partenaires ouest-européens suivent globalement l'évolution des soldes énergétiques correspondants, à cause du poids des combustibles dans ces échanges. Cela est vrai pour l'Europe centrale qui vend principalement des produits raffinés du pétrole, mais surtout pour l'URSS qui consacre les deux-tiers de ses ventes aux hydrocarbures (pétrole, dérivés et gaz naturel). En outre, on constate du côté ouest-européen une accélération des exportations de machines depuis 1985, ce qui se traduit par une amélioration des positions des pays de cette zone.

Dans le cas de l'URSS, la part de l'énergie dans les exportations vers l'Europe occidentale s'accroît considérablement et, malgré un auto-approvisionnement croissant de celle-ci, elle double sa part comme fournisseur. Cependant l'importation croissante de machines depuis 1985, puis le contre-choc pétrolier de 1986, se traduisent par un effondrement des excédents soviétiques amorcés lors du deuxième choc pétrolier de 1979. Les excédents vis-à-vis de l'Autriche, des pays scandinaves et de la RFA se transforment ainsi en déficits et celui vis-à-vis de l'Italie s'effrite. Vis-à-vis de la France le surplus se maintient au même niveau qu'en 1984 en raison de l'importance accrue des exportations de gaz naturel.

En ce qui concerne l'Europe centrale, l'énergie est, comme pour l'URSS, la filière qui guide l'évolution des soldes, mais les mouvements sont moins accentués du fait qu'elle compte pour une part moins importante dans le commerce entre les deux Europe. Les positions de cette zone se dégradent depuis 1985 également : les excédents vis-à-vis de l'Italie et des pays scandinaves se réduisent parallèlement à une progression des déficits à l'égard de l'Autriche et de la RFA. Une fois encore, l'excédent vis-à-vis de la France évolue à contre-courant des autres soldes depuis 1981, date à partir de laquelle les exportations de céréales par l'hexagone ne cessent de s'effondrer.

Soldes commerciaux avec les principaux partenaires ouest-européens

en milliards de dollars de 1989



Source : CEPIL-Base CHELEM-Commerce-international

Force de la mécanique allemande, vulnérabilité des positions françaises

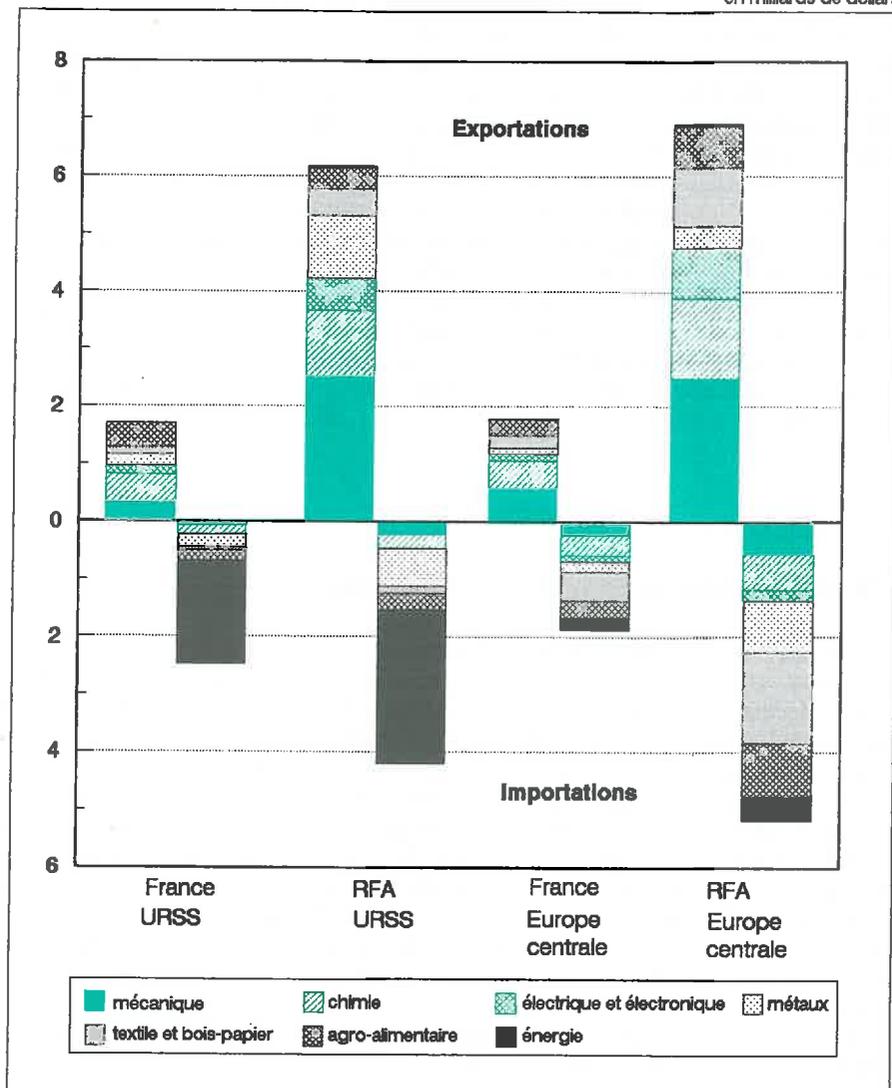
La France et la RFA constituent les deux extrêmes d'un éventail de configurations qui opposent les pays ouest-européens à leurs partenaires de l'Est. En effet la France, deuxième déficit de l'Europe de l'Ouest vis-à-vis de l'Est derrière l'Italie (de 0,8 et 1,4 milliard de dollars respectivement), est le pays dont le contenu énergétique des importations en provenance de l'Est est le plus fort de l'Europe occidentale. La RFA de son côté, connaît une évolution remarquable de ses excédents vis-à-vis de ces pays, son surplus se chiffrant à 3,7 milliards de dollars en 1989, le plus élevé des pays de l'Europe de l'Ouest.

Au niveau des échanges avec l'URSS, on observe que la mécanique représente 40 % des exportations de la RFA contre 20 % pour la France. La spécialisation française se porte essentiellement sur l'agro-alimentaire (céréales) et la chimie. Pourtant les exportations de ces deux filières réunies arrivent à peine à financer la moitié de la facture énergétique. La RFA, avec les seules exportations de la mécanique, paie la quasi-totalité des achats de combustibles. Le déficit de la France se chiffre à 0,7 milliard de dollars alors que l'excédent allemand atteint 2 milliards de dollars.

En ce qui concerne les échanges avec l'Europe centrale, la configuration des spécialisations est la même pour les deux pays, d'une part sur les filières d'approvisionnement (énergie, métaux et agro-alimentaire) et sur l'ensemble textile-bois-papier, qui constituent les avantages de l'Europe centrale, d'autre part sur la mécanique et la chimie qui sont des points forts de la RFA et de la France. Mais l'hexagone exporte sur ces dernières filières deux fois plus qu'il n'importe alors que, pour la RFA, le rapport est de quatre à un. En outre, sur les produits électriques et électroniques, la France est déficitaire alors que la RFA est excédentaire. Au total l'excédent allemand s'élève en 1989 à 1,7 milliard de dollars tandis que la France connaît un très léger déficit.

Echanges de la France et de la RFA avec l'URSS et l'Europe centrale en 1989

en milliards de dollars



Source : CEPII-Base CHELEM-Commerce-international

RÉSUMÉ :

Le CAEM : la dissolution ... et après ?

Créé en janvier 1949 en réponse à la mise en place du plan Marshall en Europe de l'Ouest, le CAEM a eu un rôle positif dans les années 50 et 60 pour industrialiser des pays surtout agricoles et pour assurer l'approvisionnement de ses membres en matières premières et combustibles. Mais il s'est ensuite révélé incapable de promouvoir une organisation efficiente des échanges commerciaux dans la région et de favoriser l'essor technologique des pays membres. C'est pourquoi différents projets de réforme ont été proposés depuis 1985, jusqu'à la résolution adoptée en janvier 1990 qui a reconnu le principe du passage à l'économie de marché et qui devrait tôt ou tard entraîner la dissolution de l'organisation. Cependant les échanges à l'intérieur du CAEM représentaient 45 à 80 % du commerce extérieur des pays membres ; la rupture de ces relations commerciales, l'abandon des anciens mécanismes de paiement et la pénurie de liquidités peuvent donc conduire les pays de l'Europe de l'Est à l'effondrement économique. Après avoir décrit les conséquences de la dissolution du CAEM, cet article présente les mesures qui ont déjà été prises pour garantir un certain volume d'échanges bilatéraux, par exemple dans le cas des cinq nouveaux linder allemands, ainsi que les projets de création d'une nouvelle organisation de coopération régionale.

ABSTRACT :

Dissolving Comecon and its Consequences

Comecon was set up in January 1949 in reply to the implementation of the Marshall plan in Western Europe and had quite positive consequences on the industrialization of rather rural countries and on the supply of its members with raw material and combustibles during the fifties and the sixties. But afterwards it was unable to promote any efficient organization of trade in the region and to introduce technological change among its members. This is why projects to reform Comecon have been suggested since 1985, but the resolution adopted in January 1990 stating that it would introduce market economy dissolved thus the organization itself. Nevertheless trade among Comecon countries reached 45 to 80 % of their global foreign trade ; breaking these trade relationships, giving up the former mechanism of payment, and the shortage of liquidities can lead the Eastern European countries to an economic collapse. After having assessed the consequences of dissolving Comecon, this article focuses on measures already decided to guarantee a certain amount of bilateral trade, in the case of the five new German linder for example, and on projects to set up a new organization for regional economic cooperation.

Christa Luft